

BE-A0523_713422_802354_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Modave, (1724) 1802-1992



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	10
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	13
Finances et fiscalité.....	13
Patrimoine.....	14
Etat civil.....	14
Population.....	14
Elections.....	15
Affaires militaires.....	15
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	16
Culte.....	16
Langues et écriture des documents.....	17
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements/compléments.....	17
Mode de classement.....	17
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 9 Registres aux délibérations. 1828-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
10 - 12 Registres aux délibérations. 1901-1976.....	21
C. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	22
D. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	22
E. Correspondance générale.....	22
15 - 16 Registres de la correspondance. 1956-1975, 1981-1984.....	22
17 - 20 Correspondance adressée au bourgmestre. 1724-1879, 1946-1951, 1969-1975.....	22
F. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	22
G. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	24
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	24
1. Création, dénomination, suppression ou fusion.....	24

2. Territoire.....	24
3. Coopération intercommunale.....	24
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24
1. Conseil communal.....	24
2. Bourgmestre.....	25
C. Organisation des services.....	25
D. Personnel des services.....	25
1. Dossiers du personnel administratif et technique.....	25
36 - 37 Dossiers des secrétaires communaux. 1925-1951, 1959-1974.....	25
39 - 41 Dossiers des gardes champêtres. 1945-1952, 1958-1970.....	25
2. Dossiers du personnel ouvrier.....	26
44 - 46 Dossiers de recrutement. 1910, 1940, 1953-1955.....	26
47 - 48 Dossiers individuels d'ouvriers. 1919-1956.....	26
3. Dossiers du personnel enseignant.....	26
III. Patrimoine.....	27
A. Biens immobiliers.....	27
57 - 58 Livres sommiers des biens et droits immobiliers. 1922-1973.....	27
B. Biens mobiliers.....	28
IV. Finances et fiscalité.....	29
A. Comptabilité du secrétariat.....	29
1. Budgets et annexes.....	29
74 - 80 Budgets annuels et annexes. 1931, 1933-1941, 1943-1948, 1950-1976, 1980, 1981, 1985.....	29
2. Registres de comptabilité.....	29
3. Emprunts.....	29
B. Comptabilité du receveur.....	29
1. Registres de comptabilité.....	29
83 - 87 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1950-1972, 1974.....	29
2. Comptes et pièces justificatives.....	30
88 - 98 Comptes annuels et annexes. 1879, 1894-1986.....	30
99 - 145 Pièces justificatives aux comptes. 1879, 1909-1976.....	31
3. Entrée en fonction du receveur.....	34
C. Impositions et taxes.....	34
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	34
151 - 152 Matrices cadastrales actives mécanisées. [1966-1971].....	34
153 - 155 Matrices cadastrales actives. [1972-1977].....	34
V. État civil.....	35
A. Registres de l'état civil et tables.....	35
B. Cimetières et funérailles.....	35
C. Autres documents.....	35
VI. Population.....	36
A. Registres et mouvements de la population.....	36
162 - 189 Registres de la population. 1847-1990.....	36
163 - 164 1857-1866.....	36
165 - 166 1867-1880.....	36
169 - 170 1901-1910.....	36
171 - 173 1911-1920.....	36
174 - 175 1921-1930.....	37
176 - 178 1931-1940.....	37
179 - 181 1948-1960.....	37
182 - 184 1961-1970.....	37
185 - 186 1971-1980.....	37
187 - 189 1981-1990.....	38

191 - 192 Registres des entrées. 1931-1961.....	38
193 - 196 Registres des sorties. 1901-1961.....	38
197 - 198 Registres des entrées et sorties. 1961-1976.....	38
B. Recensements et autres états de la population.....	39
199 - 209 Tableaux statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil. 1813-1890, 1940-1976.....	39
210 - 215 États de la population. 1824-1834.....	39
216 - 221 Recensements généraux de la population. 1876, 1880, 1890, 1947, 1961, 1970.....	40
C. Cartes d'identité, passeports et permis de conduire.....	40
D. Étrangers.....	40
223 - 223/3 Registres des étrangers. 1904-1960.....	40
225 - 226 Fiches d'inscription. 1946-1970.....	41
VII. Élections.....	42
A. Généralités.....	42
B. Listes électorales et listes dérivées.....	42
C. Révision des listes électorales.....	42
D. Dossiers des élections.....	42
235 - 243 Dossiers des élections communales. 1896, 1921, 1926, 1932, 1938, 1946, 1958, 1964, 1970.....	42
VIII. Affaires militaires et guerres.....	44
A. Généralités.....	44
B. Service militaire.....	44
248 - 250 Listes alphabétiques. 1888, 1905-1919.....	44
251 - 252 Registres d'inscription. 1910-1915, 1920-1923.....	44
253 - 254 Listes des ajournés et des dispensés. 1911-1915, 1920, 1922, 1923.	44
255 - 260 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1913, 1924-1975.....	45
C. Guerres et conséquences.....	45
IX. Police.....	47
A. Fonctionnement quotidien en général.....	47
B. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	47
C. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	47
D. Missions de police judiciaire.....	47
X. Santé publique.....	48
A. Services communaux.....	48
B. Exécution des tâches communales.....	48
275 - 276 Demandes d'autorisation d'établir des dépôts de matières dangereuses. 1925-1939, 1963-1971.....	48
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	49
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	49
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	49
2. Bâtiments scolaires.....	49
3. Bâtiments affectés à la culture.....	49
4. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse et tourisme.....	49
5. Bâtiments du culte.....	49
6. Cimetières.....	50
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	50
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	51
D. Services d'utilité publique.....	52
1. Distribution d'eau.....	52

2. Distribution d'électricité.....	52
3. Éclairage public.....	53
4. Téléphone.....	53
5. Radio et télévision câblées.....	53
6. Transports en commun.....	53
E. Aménagement du territoire.....	54
1. Plans de secteur.....	54
2. Plans communaux.....	54
3. Permis.....	54
F. Protection des monuments et sites.....	54
XII. Enseignement.....	55
XIII. Culture, sports et divertissements.....	56
XIV. Économie.....	57
A. Agriculture et sylviculture.....	57
B. Élevage.....	57
C. Commerce.....	57
XV. Tutelle sur le CPAS et ses prédécesseurs en droit.....	58
A. Bureau de bienfaisance.....	58
B. Commission d'assistance publique.....	58
1. Généralités.....	58
352 - 354 Registres aux délibérations. 1925-1940, 1945-1947, 1971-1976.....	58
355 - 356 Correspondance et avis d'admission en clinique. 1947-1975.....	58
2. Organisation.....	58
3. Personnel.....	59
4. Finances.....	59
361 - 367 Budgets annuels et annexes. 1919-1975.....	59
368 - 372 Comptes annuels et annexes. 1930-1976.....	59
373 - 407 Pièces justificatives aux comptes. 1934, 1942-1976.....	60
411 - 412 Statistiques des comptes. 1957-1969.....	62
5. Exécution des tâches.....	62
XVI. Paroisse de Modave.....	63
A. Patrimoine.....	63
B. Finances.....	63

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Modave

Période:
1724 - 1972

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0523.7480

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 425.00
- Etendue inventoriée: 13.00 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Liège

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Modave

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Modave dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Villers-le-Temple, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Modave devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Huy ¹.

La commune fait partie du département de l'Ourthe (1795-1814) puis de la province de Liège ; de l'arrondissement administratif de Huy et de l'arrondissement judiciaire de Huy. Modave relève par ailleurs des cantons de milice de Nandrin (1817), Seny (1822-1870), Modave (1870-1913) et à nouveau de Nandrin (1913) ².

Habité depuis l'époque romaine, Modave est le siège d'une seigneurie, qui passera de familles en familles, depuis au moins 1233. L'imposant château devient par héritage la propriété des Montmorency en 1730 avant d'être à nouveau vendu, cette fois aux Lamarche. L'histoire du lieu compte de nombreuses tragédies. En effet, la seigneurie est sur le chemin des armées et est soit brûlée, comme en 1651, soit soumise à de fortes contributions (1636, 1651, 1671-1679, 1693). L'histoire économique du lieu tourne principalement autour de l'agriculture. Au XIXe siècle, la population met toutefois en exploitation des carrières et fabrique des produits réfractaires. Elle vit également de l'élevage, même si le nombre d'ouvriers et d'employés tend à croître depuis 1970. La population a connu une forte augmentation au cours du XIXe siècle : de 198 habitants en 1806, on en compte 442 en 1846, 657 en 1900, 554 en 1947 et 637 en 1961 ³.

À partir de juillet 1952, la commune de Linchet est rattachée à Modave. Les archives de Linchet antérieures à cette date font l'objet d'un inventaire séparé. Le 1er janvier 1977, la commune de Modave est fusionnée avec les communes d'Outrelouxhe, Strée et Vierset-Barse pour former l'actuelle commune de Modave.

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, volume 2, p. 1230.

2 Idem, volume 3, p. 1528

3 HASQUIN H., Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, pp. 1000-1001.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi

4 Pasiomie, 1ère série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette dispositions reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux de la commune de Modave constitué par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds ⁵.

Le seul rapport d'inspection des archives de la commune a été dressé en 1990 par l'assistant des Archives de l'État Pierre Bauwens. Ce dernier évoque un classement aléatoire et des locaux peu adaptés à la conservation des documents. En effet, les archives communales, stockées précédemment dans l'ancienne maison communale de Vierset-Barse, menaçaient de provoquer un effondrement. Pour cette raison, elles ont été transportées dans des locaux scolaires. Certains documents sont rangés dans des boîtes tandis que d'autres sont empilés dans le désordre.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé en 2018 une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un

5 AÉL, Dossiers centraux, dossier " Commune de Modave ".

bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Modave le 7 novembre 2018⁶.

6 AÉL, Dossiers centraux, dossier " Commune de Modave ".

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Modave entre 1802 et 1976. On retrouve toutefois des pièces éparses allant jusque 1992.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également

taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la

détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la

majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁷. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

7 <http://geoportail.wallonie.be>.

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif⁸. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne⁹. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
 - II. Organisation et personnel
 - III. Patrimoine
 - IV. Finances et fiscalité
 - V. État civil
 - VI. Population
 - VII. Élections
 - VIII. Affaires militaires et guerres
 - IX. Ordre et sécurité publics
 - X. Santé publique
 - XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
 - XII. Enseignement
 - XIII. Culture, sports et divertissements
 - XIV. Vie économique
 - XV. Affaires sociales et réglementation du travail
 - XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
 - XVII. Relations avec les cultes reconnus
- Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins

8 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

9 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 9 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1828-1976. 26 novembre 1828 - 7 octobre 1877.	1 volume
2	8 novembre 1877 - 24 mars 1911.	1 volume
3	4 juin 1911 - 13 août 1930.	1 volume
4	13 septembre 1930 - 17 octobre 1936.	1 volume
5	21 décembre 1936 - 13 février 1943.	1 volume
6	13 février 1943 - 27 mars 1948.	1 volume
7	4 mai 1948 - 21 janvier 1958.	1 volume
8	4 mars 1958 - 30 novembre 1970.	1 volume
9	4 janvier 1971 - 26 novembre 1976.	1 volume

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

10	10 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1901-1976. 31 août 1901 - 7 février 1953.	1 volume
11	16 février 1953 - 13 décembre 1968.	1 volume
12	6 janvier 1969 - 20 décembre 1976.	1 volume

-
- 13** *C. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS*
Registre des publications. 1926-1956.
1 cahier
- 14** *D. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")*
Registre des enquêtes publiques. 1938-1953.
1 cahier
- E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE*
- 15** 15 - 16 REGISTRES DE LA CORRESPONDANCE. 1956-1975, 1981-1984.
1956-1975.
1 cahier
- 16** 1981-1984.
1 volume
- 17** 17 - 20 CORRESPONDANCE ADRESSÉE AU BOURGMESTRE. 1724-1879, 1946-1951, 1969-1975.
1724-1879.
1 liasse
- 18** 1946-1947.
1 liasse
- 19** 1948-1951.
1 liasse
- 20** 1969-1975.
1 liasse
- 21** *F. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES*
Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1958-1973.
1 liasse
- 22** *G. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE*
Dossier relatif à l'action en justice de Goffart Armand contre la commune suite à la vente contestée d'un bien rural. 1965-1968.

1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. CRÉATION, DÉNOMINATION, SUPPRESSION OU FUSION

23 Dossier relatif à l'annexion de la commune de Linchet. 1948-1949.
1 chemise

24 Dossier relatif à la fusion des communes. 1970-1974.
1 liasse

2. TERRITOIRE

25 Dossier relatif à la délimitation territoriale entre les communes de Modave et Vierset-Barse. 1929-1967.
1 chemise

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

25 /1 Plans du projet d'extension de la distribution d'eau de Clavier aux communes de Pailhe, Vyle-Tharoul, Modave, Linchet, Vierset-Barse et Havelange. 1904.
1 liasse

26 Dossier relatif à la convention de distribution avec la Société d'électricité du pays de Liège. 1947-1957.
1 liasse

27 Dossier relatif à l'affiliation de la commune au service de lutte contre les incendies de la ville de Huy. 1949-1975.
1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

28 Dossier relatif à la réclamation à l'encontre du lieu de domicile du conseiller Jacques Van Hoegaerden. 1937-1938.
1 chemise

29 Dossier relatif à l'installation de nouveaux membres du conseil. 1953-1970.
1 liasse

30 Dossier relatif à l'octroi d'une distinction honorifique au conseiller Lucien Lemoine. 1958.
1 chemise

-
2. BOURGMESTRE
- 31 Arrêté de nomination de Frédéric Braconnier. 1884. 1 pièce
- 32 Dossier relatif à la démission de Jules Beaujean. 1929-1941. 1 chemise
- 33 Dossier relatif au décès d'Alfred Bodson. 1964. 1 chemise
- C. ORGANISATION DES SERVICES*
- 34 Dossier relatif à la gestion des archives communales. 1958-1973. 1 chemise
- D. PERSONNEL DES SERVICES*
1. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
- 35 Dossier du receveur Simal Léon. 1913-1946. 1 liasse
- 36 - 37 DOSSIERS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1925-1951, 1959-1974.
- 36 Lemoine Lucien. 1925-1951. 1 chemise
- 37 Dubois Jean. 1959-1974. 1 liasse
- 38 Dossier relatif au recrutement de gardes champêtres. 1930-1953. 1 chemise
- 39 - 41 DOSSIERS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1945-1952, 1958-1970.
- 39 Mérenne Jules. 1945-1952. 1 chemise
- 40 Godet Roger. 1958-1967. 1 chemise
- 41 Malherbe Louis. 1965-1970. 1 chemise

-
- 42 Dossier relatif au recrutement d'un bibliothécaire. 1951. 1 chemise
- 43 Dossier relatif au recrutement d'un secrétaire communal intérimaire. 1958. 1 chemise
2. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER
- 44 *44 - 46 DOSSIERS DE RECRUTEMENT. 1910, 1940, 1953-1955.*
Fontainier. 1910. 1 chemise
- 45 Garde auxiliaire. 1940. 1 chemise
- 46 Fossoyeur. 1953-1955. 1 chemise
- 47 *47 - 48 DOSSIERS INDIVIDUELS D'OUVRIERS. 1919-1956.*
Dispa Désiré. 1919-1945. 1 chemise
- 48 Beaujean Octave. 1931-1956. 1 chemise
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
- 49 Dossier relatif au recrutement d'un instituteur primaire. 1957. 1 chemise
- 50 Dossier de l'institutrice Micheline Dierick. 1957-1963. 1 chemise
- 51 Dossier de l'instituteur Fernand Mazy. 1960-1968. 1 chemise

III. PATRIMOINE

A. BIENS IMMOBILIERS

- 52 Legs et donations de parcelles au profit de la commune. 1830-1957. 1 chemise
- 53 Dossier relatif à la vente de parcelles. 1845-1973. 1 liasse
- 54 Dossier relatif à l'échange de parcelles à proximité du chemin de Drève. 1878. 1 chemise
- 55 Dossier relatif à l'acquisition de parcelles. 1886-1973. 1 liasse
- 56 Dossier relatif à l'échange de parcelles au lieu-dit " Thier Wilkin ". 1922-1923. 1 chemise
- 57 - 58 LIVRES SOMMIERS DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS. 1922-1973.
- 57 1922-1956. 1 cahier
- 58 1958-1973. 1 cahier
- 59 Dossier relatif à la location du logement scolaire. 1926-1968. 1 liasse
- 60 Plans des propriétés communales. 1927-1928. 1 chemise
- 61 Dossier relatif à la location des carrières communales. 1926-1973. 1 liasse
- 62 Plans du chemin n° 15. 1931. 1 chemise
- 63 Dossier relatif aux travaux de plantation de terrains communaux. 1931-1938. 1 chemise
- 64 Dossier relatif aux expropriations à réaliser en vue de l'amélioration

de la route de Liège à Maubeuge. 1938.

1 chemise

65 Dossier relatif à la suppression du chemin n° 10 et d'une partie du chemin n° 2. 1951-1974.

1 chemise

66 Dossier relatif au projet de vente de parcelles à la Compagnie intercommunale des eaux. 1966-1976.

1 liasse

67 Procès-verbal d'abornement des limites séparatives des propriétés communales et de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux. 1974.

1 chemise

68 Dossier relatif à la suppression des chemins n° 2 et 19. 1976.

1 chemise

B. BIENS MOBILIERS

69 Dossier relatif à la location des droits de chasse et pêche. 1894-1956.

1 liasse

70 Dossier relatif à la vente de bois. 1922-1973.

1 liasse

71 Dossier relatif à la location des droits de pêche. 1954-1965.

1 chemise

72 Dossier relatif à la location des droits de chasse. 1965-1974.

1 chemise

73 Dossier relatif aux droits de pêche dans le Hoyoux. 1972-1973.

1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

74 - 80 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1931, 1933-1941, 1943-1948, 1950-1976, 1980, 1981, 1985.

74	1931, 1933-1939.	1 liasse
75	1940, 1941, 1943-1948.	1 liasse
76	1950-1959.	1 liasse
77	1960-1969.	1 liasse
78	1970-1976.	1 liasse
79	1980, 1981.	2 cahiers
80	1985.	1 cahier
81	2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Grand-livre des recettes et des dépenses. 1976.	1 liasse
82	3. EMPRUNTS Registres des emprunts. 1920-1971.	2 cahiers

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

83 - 87 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1950-1972, 1974.
1950-1954.

83

		1 liasse
84	1955-1959.	1 liasse
85	1960-1964.	1 liasse
86	1965-1969.	1 liasse
87	1970-1972, 1974.	1 liasse
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
88	88 - 98 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1879, 1894-1986. 1879.	1 pièce
89	1894-1899.	1 chemise
90	1902, 1906, 1907.	1 chemise
91	1912-1919.	1 liasse
92	1920-1929.	1 liasse
93	1930-1939.	1 liasse
94	1940-1949.	1 liasse
95	1950-1959.	1 liasse
96	1960-1969.	1 liasse
97	1970-1976.	1 liasse

98	1984-1986.	1 liasse
99	99 - 145 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1879, 1909-1976. 1879.	1 chemise
100	1909.	1 chemise
101	1915.	1 liasse
102	1916.	1 liasse
103	1921.	1 chemise
104	1922.	1 liasse
105	1923.	1 liasse
106	1924.	1 liasse
107	1936.	1 liasse
108	1937.	1 liasse
109	1939.	1 liasse
110	1940.	1 chemise
111	1941.	1 liasse
112	1942.	1 liasse
113	1943.	

		1 liasse
114	1944.	1 liasse
115	1945.	1 liasse
116	1946.	1 liasse
117	1947.	1 liasse
118	1948.	1 liasse
119	1949.	1 liasse
120	1950.	1 liasse
121	1951.	1 chemise
122	1952.	1 chemise
123	1953.	1 chemise
124	1954.	1 chemise
125	1955.	1 chemise
126	1956.	1 liasse
127	1957.	1 chemise
128	1958.	1 chemise
129	1959.	1 chemise

130	1960.	1 chemise
131	1962.	1 liasse
132	1963.	1 chemise
133	1964.	1 chemise
134	1965.	1 chemise
135	1966.	1 chemise
136	1967.	1 chemise
137	1968.	1 liasse
138	1969.	1 chemise
139	1970.	1 chemise
140	1971.	1 liasse
141	1972.	1 liasse
142	1973.	1 liasse
143	1974.	1 liasse
144	1975.	1 chemise
145	1976.	1 liasse

-
- 146 Situations de comptes auprès du Crédit communal de Belgique.
1948-1950. 1 chemise
- 147 3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR
Comptes de fin de gestion. 1899-1971. 1 chemise
- 148 *C. IMPOSITIONS ET TAXES*
Rôles d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie
vicinale. 1900-1908. 1 liasse
- 149 Rôles de la taxe communale sur les débits de boissons, tabacs et
cigares. 1901-1956. 1 chemise
- 150 *D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE*
Croquis d'arpentage. 1841-1857. 1 liasse
- 151 151 - 152 MATRICES CADASTRALES ACTIVES MÉCANISÉES. [1966-
1971].
Articles 1 à 550. 1 volume
- 152 Articles 551 à 717. 1 volume
- 153 153 - 155 MATRICES CADASTRALES ACTIVES. [1972-1977].
Articles 1 à 600. 1 volume
- 154 Articles 601 à 950. 1 volume
- 155 Articles 951 à 1190. 1 volume

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 156 Tables décennales. 1802-1843. 1 chemise
- 156 /1 Tables décennale des actes de naissance, mariage et décès. 1951-1960. 1 chemise
- 156 /2 Table décennale des actes de naissance et nationalité. 1961-1970. 1 pièce

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 157 Demandes de concessions à perpétuité. 1925-1940. 1 chemise
- 158 Règlement du cimetière. 1926-1929. 1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS

- 159 États de naissances, de décès, de mariages et de divorces. 1827. 1 chemise
- 160 Dossier relatif aux adoptions 1956-1958. 1 chemise
- 161 Dossier relatif à l'organisation de célébrations pour les couples fêtant leurs noces d'or. 1969-1971. 1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

162	162 - 189 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1990. 1847-1856.	1 volume
163	163 - 164 1857-1866. Index.	1 volume
164	Folios 1-99.	1 volume
165	165 - 166 1867-1880. Index.	1 volume
166	Folios 1-158.	1 volume
167	1881-1890.	1 volume
168	1891-1900.	1 volume
169	169 - 170 1901-1910. Folios 1-200.	1 volume
170	Folios 201-307.	1 volume
171	171 - 173 1911-1920. Folios 1-100.	1 volume
172	Folios 101-200.	1 volume
173	Folios 201-250.	

		1 volume
174	<i>174 - 175 1921-1930.</i> Folios 1-200.	1 volume
175	Folios 201-250.	1 volume
176	<i>176 - 178 1931-1940.</i> Folios 1-125.	1 volume
177	Folios 126-250.	1 volume
178	Folios 251-330.	1 volume
179	<i>179 - 181 1948-1960.</i> Index.	1 volume
180	Folios 1-200.	1 volume
181	Folios 201-400.	1 volume
182	<i>182 - 184 1961-1970.</i> Index.	1 volume
183	Folios 1-117.	1 volume
184	Folios 118-230.	1 volume
185	<i>185 - 186 1971-1980.</i> Folios 1-136.	1 volume

-
- | | | |
|-----|---|----------|
| 186 | Folios 137-239. | 1 volume |
| 187 | 187 - 189 1981-1990.
Route de Modave, rue Beaulieu, rue de la céramique, rue pont de Bonne, chaussée de Pailhe, vallée du Hoyoux, rue de la carrière, rue du centre, rue du château. | 1 volume |
| 188 | Rue du fond, rue aux Hesses, Grand Route, rue Linchet, rue des Potalles, rue Surfosses, rue du Village. | 1 volume |
| 189 | Folios 300-400. | 1 volume |
| 190 | Registre d'inscription des naissances et décès survenus dans une autre commune. 1955-1977. | 1 cahier |
| 191 | 191 - 192 REGISTRES DES ENTRÉES. 1931-1961.
1931-1952. | 1 cahier |
| 192 | 1953-1961. | 1 cahier |
| 193 | 193 - 196 REGISTRES DES SORTIES. 1901-1961.
1901-1920. | 1 cahier |
| 194 | 1920-1930. | 1 cahier |
| 195 | 1931-1953. | 1 cahier |
| 196 | 1953-1961. | 1 cahier |
| 197 | 197 - 198 REGISTRES DES ENTRÉES ET SORTIES. 1961-1976.
1961-1971. | 1 volume |

198 1971-1976. 1 cahier

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

199 - 209 TABLEAUX STATISTIQUES RELATIFS AUX MOUVEMENTS DE LA POPULATION ET DE L'ÉTAT CIVIL. 1813-1890, 1940-1976.

199 1813-1838. 1 cahier

200 1844-1849. 1 liasse

201 1850, 1853-1859. 1 liasse

202 1863, 1866, 1867. 1 chemise

203 1870, 1874, 1878, 1879. 1 chemise

204 1880, 1885-1888. 1 chemise

205 1890. 1 chemise

206 1940-1949. 1 chemise

207 1950-1959. 1 liasse

208 1960-1969. 1 chemise

209 1970-1976. 1 chemise

210 210 - 215 ÉTATS DE LA POPULATION. 1824-1834.
31 décembre 1824. 1 cahier

211 31 décembre 1825. 1 cahier

212	31 décembre 1827.	1 cahier
213	31 décembre 1828.	1 cahier
214	1er janvier 1833.	1 cahier
215	1er janvier 1834.	1 cahier
216	216 - 221 RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1876, 1880, 1890, 1947, 1961, 1970. 1876.	1 chemise
217	1880.	1 liasse
218	1890.	1 chemise
219	1947.	1 liasse
220	1961.	1 liasse
221	1970.	2 cahiers
222	<i>C. CARTES D'IDENTITÉ, PASSEPORTS ET PERMIS DE CONDUIRE</i> Dossier relatif aux déchéances du droit de conduire. 1966-1967.	1 chemise
<i>D. ÉTRANGERS</i>		
223	223 - 223/3 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1904-1960. 1904-1948.	1 volume
223 /1	1930-1939.	1 volume

223 /2	1950-1958.	1 volume
223 /3	1958-1960.	1 volume
224	Dossiers individuels. 1932-1972.	1 liasse
225	225 - 226 FICHES D'INSCRIPTION. 1946-1970. Première partie.	1 liasse
226	Deuxième partie.	1 liasse
227	Registre des entrées. 1950-1974.	1 cahier
228	Registre des sorties. 1950-1968.	1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. GÉNÉRALITÉS

- 229 Dossier relatif à la consultation populaire au sujet de la question royale. 1950.
1 chemise

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 230 Listes des électeurs aux élections communales, provinciales et législatives. 1891-1978.
1 liasse

- 231 Listes des employeurs réunissant les conditions requises pour élire les membres du conseil de Prud'hommes. 1950.
1 chemise

C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

- 232 Registre des arrêts, jugements et décisions frappant les habitants de la commune. 1894-1941.
1 cahier

- 233 Registre des réclamations électorales. 1894-1951.
1 cahier

- 234 Registre d'inscription des réclamations électorales. 1894-1951.
1 cahier

D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 235 - 243 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1896, 1921, 1926, 1932, 1938, 1946, 1958, 1964, 1970.
13 décembre 1896.
1 chemise
- 236 24 avril 1921.
1 chemise
- 237 10 octobre 1926.
1 chemise
- 238 9 octobre 1932.
1 chemise
- 239 9 octobre 1938.

		1 chemise
240	24 novembre 1946.	1 chemise
241	12 octobre 1958.	1 chemise
242	11 octobre 1964.	1 chemise
243	11 octobre 1970.	1 liasse
244	Dossier des élections législatives et provinciales. 1967-1974.	1 liasse

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

- 245 Registre des habitants autorisés à posséder des pigeons voyageurs. 1923-1965. 1 liasse
- 246 Dossier relatif au placement des repères et points géodésiques. 1927-1962. 1 chemise
- B. SERVICE MILITAIRE*
- 247 Registres des militaires en congé illimité. 1865-1952. 1 liasse
- 248 248 - 250 LISTES ALPHABÉTIQUES. 1888, 1905-1919. 1888. 1 chemise
- 249 1905, 1907. 2 cahiers
- 250 1910, 1914-1919. 1 chemise
- 251 251 - 252 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1910-1915, 1920-1923. 1910-1915. 1 chemise
- 252 1920-1923. 1 chemise
- 253 253 - 254 LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1911-1915, 1920, 1922, 1923. 1911-1915. 1 chemise
- 254 1920, 1922, 1923. 1 chemise

-
- | | | |
|-----|---|-----------|
| 255 | 255 - 260 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1913, 1924-1975.
1913. | 1 chemise |
| 256 | 1924-1960. | 1 liasse |
| 257 | 1940-1949. | 1 liasse |
| 258 | 1950-1959. | 1 liasse |
| 259 | 1960-1969. | 1 liasse |
| 260 | 1970-1975. | 1 liasse |
| 261 | Registre des recettes et dépenses des rémunérations aux familles de mobilisés. 1939. | 1 cahier |
| 262 | <i>C. GUERRES ET CONSÉQUENCES</i>
Dossier relatif à l'aide apportée aux familles de prisonniers de guerre. 1939-1975. | 1 liasse |
| 263 | Liste des soldats de la commune prisonniers de guerre en Allemagne. 1945. | 1 chemise |
| 264 | Dossier relatif aux réquisitions alliées. 1945-1948. | 1 liasse |
| 265 | Dossier relatif aux demandes de reconnaissance du statut de résistant. 1948-1954. | 1 chemise |
| 266 | Lettre relative à l'apposition d'une plaque commémorative pour le trentième anniversaire de l'assassinat de quatre individus par l'armée allemande. 1975. | 1 pièce |
| 267 | Dossier relatif à l'inauguration d'une plaque dédiée aux victimes de | |

guerre. 1975.

1 chemise

IX. POLICE

A. FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN EN GÉNÉRAL

- 268 Dossier relatif à la vérification des poids et mesures. 1947-1971.
1 chemise

B. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 269 Demandes d'autorisation d'organiser des bals et soirées dansantes. 1951-1975.
1 chemise

- 270 Demande d'autorisation d'organiser une soirée dramatique par la société " Les prolétaires du Hoyoux ". 1976.
1 chemise

C. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 271 Dossier relatif à l'organisation de courses cyclistes et de rallyes automobiles. 1956-1975.
1 liasse

D. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

- 272 Dossier relatif aux individus en libération conditionnelle. 1953-1961.
1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

273 Dossier relatif à l'établissement d'un dépôt d'immondices. 1966-1974.
1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

274 Demandes d'autorisation d'installer des fosses à purin et des fosses septiques. 1915-1975.
1 chemise

275 275 - 276 DEMANDES D'AUTORISATION D'ÉTABLIR DES DÉPÔTS DE MATIÈRES DANGEREUSES. 1925-1939, 1963-1971.
1925-1939
1 liasse

276 1963-1971.
1 liasse

277 Demandes d'autorisation de stocker des explosifs. 1938-1947.
1 chemise

278 Registre des déclarations de maladies contagieuses. 1940-1944.
1 cahier

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

279 Dossier relatif aux travaux d'entretien des bâtiments. 1928-1970.
1 liasse

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

280 Dossier relatif à la construction d'une école des filles. 1876-1878.
1 chemise

281 Dossier relatif à la construction d'un local scolaire. 1928-1935.
1 liasse

282 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des cours des écoles.
1965.
1 chemise

283 Dossier relatif à la rénovation du toit de l'école et à l'installation
d'un chauffage central. 1968-1975.
1 liasse

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA CULTURE

284 Dossier relatif à la restauration du château. 1905-1980.
1 liasse

285 Dossier relatif aux travaux de restauration de la ferme du château.
1974-1975.
1 liasse

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS,
ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE ET TOURISME

286 Plans relatifs à la construction d'une salle de sport et de terrains de
tennis. 1992.
1 liasse

5. BÂTIMENTS DU CULTE

287 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église et du
presbytère. 1965-1976.

1 liasse

- 288 Dossier relatif aux travaux de rénovation de la toiture du presbytère. 1969.
1 chemise
- 289 6. CIMETIÈRES
Dossier relatif aux attributions et renouvellements de concessions. 1915-1986.
1 liasse
- 290 Dossier relatif à la construction d'un nouveau cimetière. 1922-1926.
1 liasse
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)*
- 291 Dossier relatif à l'aménagement du chemin d'accès à la gare. 1901-1940.
1 liasse
- 292 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 3. 1903.
1 chemise
- 293 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 13. 1915.
1 chemise
- 294 Dossier relatif à l'alignement des chemins n° 1, 3, 13 et 14. 1915-1970.
1 liasse
- 295 Dossier relatif au projet de construction d'une route dans la campagne de Baulieu. 1932-1934.
1 liasse
- 296 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de Survillers. 1952-1956.
1 chemise
- 297 Dossier relatif au bornage du chemin n° 3. 1954-1955.
1 chemise
- 298 Dossier relatif à l'alignement de la route n° 41. 1955.
1 chemise
- 299 Dossier relatif aux travaux de réfection des chemins communaux.

-
- 1959-1965. 1 liasse
- 300 Plans de projets de modification des chemins communaux dressés à la demande de la Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux. 1967. 1 liasse
- 301 Dossier relatif à la construction d'un parking en face de la salle communale. 1968. 1 chemise
- 302 Dossier relatif aux travaux de voirie réalisés dans le cadre du remembrement de Terwagne. 1970-1974. 1 liasse
- 303 Dossier relatif à la construction d'un réseau d'égouts. 1970-1976. 1 liasse
- 304 Dossier relatif à l'amélioration des chemins communaux. 1973-1975. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 305 Plan des travaux d'installation de nouvelles vannes sur le Hoyoux. [ca 1920]. 1 pièce
- 306 Dossier relatif à la construction d'un pont sur le ruisseau La Bonne. 1927-1971. 1 chemise
- 307 Dossier relatif à la construction d'un ponceau sur le Hoyoux. 1931-1955. 1 chemise
- 308 Dossier relatif à la rectification du Hoyoux. 1940-1941. 1 liasse
- 309 Tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 1950. 1 cahier
- 310 Dossier relatif à la construction d'un déversoir de jauge en travers du Hoyoux. 1953. 1 chemise
- 311 Dossier relatif à la canalisation du Hoyoux. 1964.

1 chemise

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 312** Dossier relatif à la construction d'un puits. 1842-1868. 1 chemise
- 313** Dossier relatif aux travaux d'extension d'une conduite d'eau à Clavier-Terwagne. 1897. 1 chemise
- 314** Plans des points de captage des sources d'eau. 1906-1966. 1 liasse
- 315** Dossier relatif au placement de bornes fontaines. 1908-1952. 1 chemise
- 316** Dossier relatif à l'extension des zones de captage. 1937-1938. 1 chemise
- 317** Dossier relatif aux travaux de raccordement au réseau de l'intercommunale Les Avins. 1938-1956. 1 liasse
- 318** Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau et à la suppression des bornes-fontaines. 1950-1960. 1 chemise
- 319** Dossier relatif aux travaux de pose de conduites d'eau sous le ruisseau de Pailhe. 1955-1974. 1 chemise
- 320** Dossier relatif aux travaux de détournement du Hoyoux afin de créer un nouveau point de captage. 1962-1971. 1 liasse
2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 321** Dossier relatif aux travaux d'électrification. 1928-1935. 1 liasse
- 322** Plan du réseau. 1928. 1 pièce
- 323** Dossier relatif à l'électrification des écarts ruraux. 1945. 1 chemise

-
- 324 Dossier relatif à la construction de lignes électriques. 1951-1966.
1 chemise
- 325 Dossier relatif aux travaux de rénovation et d'extension du réseau.
1966-1975.
1 liasse
- 326 Dossier relatif à l'installation d'une ligne aérienne et d'une cabine
électrique au pont de Vyle. 1973.
1 chemise
- 327 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
Dossier relatif au placement de poteaux et à l'entretien du réseau.
1958-1975.
1 liasse
- 328 4. TÉLÉPHONE
Dossier relatif à la pose de câbles et de poteaux. 1946-1974.
1 liasse
- 329 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES
Dossier relatif à la pose de câbles et de poteaux. 1976.
1 chemise
- 330 6. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif au projet de suppression de la ligne de chemin de fer
Ciney-Statte-Landen. (1878), 1962.
1 chemise
- 331 Dossier relatif à l'exploitation du service d'autobus de la région de
Huy. 1933-1951.
1 chemise
- 332 Dossier relatif à la demande d'autorisation d'exploiter un service de
taxis. 1956-1957.
1 chemise
- 333 Dossier relatif à l'exploitation d'un service d'autobus Ciney-Huy.
1957-1965.
1 chemise
- 334 Dossier relatif au démontage de la section Clavier-Abée de la ligne
de chemin de fer vicinal. 1956.

1 chemise

- 335 Dossier relatif à la construction et à l'entretien de deux abris pour voyageurs aux arrêts d'autobus de la Grand Route. 1965-1972.
1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS DE SECTEUR

- 336 Dossier relatif au projet de plan d'aménagement du secteur Huy-Waremme. 1967.
1 liasse

2. PLANS COMMUNAUX

- 337 Liste des rues. 1974.
1 chemise

- 338 Dossier relatif à la modification des noms de rue suite à la fusion des communes. 1977-1984.
1 liasse

3. PERMIS

- 339 Demande d'autorisation de construire un moulin à Survillers. 1857.
1 chemise

- 340 Demandes d'autorisation de placer des enseignes publicitaires. 1969-1976.
1 chemise

- 341 Demandes de permis de bâtir. 1972.
1 liasse

F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

- 342 Dossier relatif au classement du château de Modave. 1938-1958.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

- 343 Comptes justificatifs de l'emploi des fonds affectés au service des écoles primaires. 1919. 1 chemise
- 344 Dossier relatif à la création d'une école gardienne. 1958. 1 chemise

345 XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS
Recensement des infrastructures sportives. 1971.

1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 346 Recensements agricoles et horticoles. 1946-1976. 1 liasse
- 347 Dossier relatif aux indemnités accordées suite à des dégâts aux récoltes. 1962-1976. 1 liasse
- B. ÉLEVAGE*
- 348 Registre d'inscription des taureaux admis à la monte publique. 1949-1961. 1 cahier
- C. COMMERCE*
- 349 Demandes de cartes de commerce ambulants. 1950-1974. 1 chemise

XV. TUTELLE SUR LE CPAS ET SES PRÉDÉCESSEURS EN DROIT

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

- 350 Compte annuel. 1908. 1 cahier
- 351 Dossier relatif aux dons de la famille Braconier. 1914. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

- 352 352 - 354 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1925-1940, 1945-1947, 1971-1976. 1925-1940. 1 volume
- 353 1945-1947. 1 volume
- 354 1971-1976. 1 volume
- 355 355 - 356 CORRESPONDANCE ET AVIS D'ADMISSION EN CLINIQUE. 1947-1975. 1947-1963. 1 liasse
- 356 1964-1975. 1 liasse
- 357 2. ORGANISATION
Dossier relatif à l'attribution d'aides aux personnes nécessiteuses. 1938-1976. 1 liasse
- 358 Rapports annuels. 1940-1974. 1 chemise
- 359 Dossier relatif aux conventions d'assistance passées avec les CAP de Liège et de Huy. 1958-1970. 1 chemise

360	3. PERSONNEL Dossier relatif à la nomination des membres. 1925-1974.	1 liasse
	4. FINANCES	
361	<i>361 - 367 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1919-1975.</i> 1919-1927.	1 liasse
362	1931-1939.	1 liasse
363	1940-1947.	1 liasse
364	1948-1949.	1 chemise
365	1950-1959.	1 liasse
366	1961-1969.	1 liasse
367	1970-1975.	1 liasse
368	<i>368 - 372 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1930-1976.</i> 1930-1934, 1938, 1939.	1 chemise
369	1940-1949.	1 liasse
370	1950-1959.	1 liasse
371	1960-1969.	1 liasse
372	1970-1974, 1976.	1 liasse

373	<i>373 - 407 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1934, 1942-1976.</i> 1934.	1 chemise
374	1942.	1 chemise
375	1943.	1 chemise
376	1944.	1 chemise
377	1945.	1 chemise
378	1946.	1 chemise
379	1947.	1 chemise
380	1948.	1 chemise
381	1949.	1 chemise
382	1950.	1 chemise
383	1951.	1 chemise
384	1952.	2 pièces
385	1953.	1 chemise
386	1954.	1 chemise
387	1955.	1 chemise
388	1956.	

		1 chemise
389	1957.	1 chemise
390	1958.	1 chemise
391	1959.	1 chemise
392	1960.	1 chemise
393	1961.	1 chemise
394	1962.	1 liasse
395	1963.	1 chemise
396	1964.	1 chemise
397	1965.	1 chemise
398	1966.	1 chemise
399	1967.	1 chemise
400	1968.	1 liasse
401	1969.	1 chemise
402	1970.	1 chemise
403	1971.	1 chemise
404	1972.	1 chemise

405	1973.	1 chemise
406	1974.	1 chemise
407	1976.	1 chemise
408	Dossier relatif aux dons de la SA Société immobilière et à sa gestion. 1936-1938.	1 chemise
409	Procès-verbaux de vérification de la caisse. 1940-1975.	1 liasse
410	Comptes de fin de gestion. 1949-1973.	1 chemise
411	<i>411 - 412 STATISTIQUES DES COMPTES. 1957-1969.</i> 1957, 1959.	2 pièces
412	1960-1969.	1 chemise
413	Grands-livres des recettes et des dépenses. 1968-1969.	1 chemise
414	5. EXÉCUTION DES TÂCHES Dossier relatif à la collocation d'aliénés. 1941-1972.	1 chemise
415	Dossier relatif aux secours apportés aux personnes malades. 1955-1976.	1 liasse

XVI. PAROISSE DE MODAVE

A. PATRIMOINE

416 Correspondance générale. 1863, 1954-1958. 1 chemise

417 Dossier relatif aux aliénations de terrains. 1959-1969. 1 chemise

B. FINANCES

418 Budgets annuels. 1954-1955. 1 chemise

419 Compte annuel. 1954. 1 chemise